

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 43 (1951)
Heft: 12

Artikel: Appel aux travailleurs tchécoslovaques
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-384738>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 10.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Cette œuvre de grande importance doit retenir toute l'attention de la C. I. S. L., qui devra étudier la mise en œuvre de mesures audacieuses et réalistes en accord avec ceux de nos amis français qui veulent contrebalancer l'influence communiste en Afrique du Nord, au Maroc en particulier.

La délégation n'a pas pu se rendre compte de visu des conditions de vie à l'intérieur du pays, mais ce qu'elle a pu voir à Casablanca, notamment dans les « Bidonvilles » par exemple, a été suffisant pour déclarer qu'il y a urgence à ce qu'un effort gigantesque soit poursuivi sur le plan du syndicalisme démocratique, en vue d'apporter dans ce pays des conditions d'existence plus décentes, assurant à tous les travailleurs un minimum de sécurité matérielle compatible avec le XX^e siècle.

Conclusions

Nous aurions beaucoup d'autres points à développer; certains ont juste été esquissés; mais là n'est pas notre propos, car nos suggestions et propositions devaient avant tout être faites à la C. I. S. L.

Cependant, après ce voyage, nous pouvons déclarer que jamais encore nous n'avions touché si bien du doigt tout ce que la lutte syndicale a déjà apporté à nos pays occidentaux. Ceci ne veut pas dire que nous devons nous coucher sur nos lauriers et attendre que les pays moins évolués aient atteint notre standard d'existence. Mais ce périple nous a montré que d'autres peuples ont besoin de notre compréhension agissante pour connaître à leur tour un mouvement syndical efficient, susceptible d'étendre sur toute la terre les bienfaits améliorant la condition ouvrière. Ce faisant, nous apporterons notre contribution pour assurer à tout homme la liberté, le pain, la paix.

Appel aux travailleurs tchécoslovaques

A l'occasion des élections syndicales aux conseils d'ateliers en Tchécoslovaquie, la Confédération internationale des syndicats libres adressa un manifeste aux travailleurs de ce pays. Il est d'une telle importance que nous n'hésitons pas à le reproduire intégralement. Il contribuera à l'information de nos lecteurs sur la situation en ce pays.

La Confédération internationale des syndicats libres à Bruxelles, qui groupe les organisations syndicales de cinquante-neuf pays, suit au jour le jour le sort et les luttes de la classe ouvrière dans les pays soumis à la dictature stalinienne. Les ouvriers organisés dans des syndicats libres ne reconnaissent pas pour vos représentants les dirigeants des syndicats étatisés, qui prétendent parler en votre nom, quoique non seulement ils ne défendent pas vos droits et vos inté-

rêts, mais même les méconnaissent d'une façon systématique. En revanche, nous nous solidarisons avec vous dans le combat quotidien et multiforme que vous menez contre l'oppression et l'exploitation croissantes; nous le considérons comme notre propre combat, nous croyons que notre devoir élémentaire est de vous aider de toutes nos forces et nous puisions dans cette conviction l'encouragement et la force dans les luttes que nous menons dans nos propres pays pour l'émancipation de la classe ouvrière.

C'est pourquoi nous avons été vivement satisfaits d'apprendre qu'à l'occasion des élections syndicales qui ont lieu en Tchécoslovaquie depuis le début d'octobre, on a renoncé, pour l'élection des responsables de secteurs et des conseils d'ateliers, à l'ancienne méthode du plébiscite et de l'acclamation, qui avait obligé l'ouvrier à se prononcer publiquement, sous les yeux d'une police toute-puissante, pour ou contre les candidats officiels: Pour la première fois depuis l'instauration du régime stalinien, vous avez la possibilité d'élire au moins les deux organismes inférieurs de l'organisation syndicale par vote secret, de rayer des candidats officiels et de les remplacer par ceux que vous choisissez vous-mêmes. Par rapport à ce qui est normal dans des syndicats véritables, libres, où tous les organismes sont élus librement, ce n'est, bien entendu, pas grand-chose. Mais par rapport à l'état de choses tel qu'il existait jusqu'ici — et qui existe dans tous les pays dominés par le Kremlin — c'est là un énorme pas en avant.

I

Si les dirigeants communistes se sont résolus à cela, ce n'est certes pas volontairement, ni par amour de la démocratie syndicale. Pourquoi auraient-ils tout d'abord privé la classe ouvrière du droit — acquis déjà au début des années vingt — d'élire librement ses organismes représentatifs dans les usines, ainsi que du droit de déterminer librement la composition et l'activité de tous les organismes syndicaux, droits qui avaient existé dès la naissance des syndicats au XIX^e siècle? D'ailleurs, si les manitous communistes se déclarent aujourd'hui les champions de la démocratie dans les syndicats, pourquoi limitent-ils donc les élections libres aux seuls responsables de secteurs et conseils d'ateliers? Pourquoi ne permettent-ils pas que les conseils d'usines et tous les organismes plus élevés soient, eux aussi, élus de la même façon? Toutes les déclarations sur la démocratie au sein des syndicats, que les staliniens font tout d'un coup à l'heure actuelle, ne constituent qu'une lamentable tentative de donner à la nécessité le semblant d'une vertu.

Leur décision de permettre une élection libre des responsables de secteurs et des conseils d'ateliers est une concession que la classe ouvrière leur a arrachée par sa résistance de tous les jours. Ce n'est pas en vain que la lettre bien connue du présidium du Conseil cen-

tral des syndicats déclare que ceux-ci ont échoué dans toutes les tâches que le régime leur a confiées. Et en effet, en regardant en arrière, nous constatons que toutes les nombreuses mesures anti-ouvrières qui ont été prises pendant les derniers mois ont manqué leurs objectifs :

- le travail de nuit reste toujours exceptionnel, malgré l'insistance du régime;
- l'émulation des ouvriers au travail, ainsi que les différents engagements qui leur sont imposés, restent dans une grande mesure une clause de style, en dépit de la pression à laquelle le travailleur était exposé, notamment au cours de la soi-disant émulation en l'honneur du 1^{er} Mai;
- tous les priviléges et décorations que l'on accorde à ces infâmes briseurs de grèves que sont les « travailleurs de choc » n'ont pas réussi à décomposer les rangs ouvriers, fermement serrés qu'ils sont dans la résistance contre l'introduction des méthodes stakhanovistes;
- l'établissement des « totaux obligatoires de salaires » n'a en rien fait fléchir la pression exercée sur les directeurs et les contremaîtres par les revendications ouvrières concernant les salaires;
- au cours de la révision des normes, dans nombre d'usines, on n'a pas réussi à atteindre le pourcentage prescrit et, en règle générale, le résultat de la révision n'est dans une grande mesure qu'une illusion puisqu'on a serré des normes pour les travaux exceptionnels, alors que celles pour des travaux courants ont été adoucies;
- finalement, les différentes mesures concernant le ravitaillement, tels l'augmentation des prix, le retrait des tickets supplémentaires pour des travailleurs de force, les rations diminuées de vivres et de charbon, l'introduction du rationnement des pommes de terre, n'ont contribué qu'à renforcer l'indignation et la combativité des ouvriers;
- ces temps derniers notamment, toute une série de grèves ont été victorieuses, si bien que les ouvriers ont non seulement obtenu la satisfaction de leurs revendications partielles, mais encore fait cette expérience importante que tout le terrorisme de l'appareil du parti et de la police en apparence toute-puissante perd de son efficacité dès qu'il se heurte à une résistance ouvrière résolue.

Là où la terreur échoue, il ne reste qu'à recourir aux concessions. La décision d'admettre les élections libres des responsables de secteurs et des conseils d'ateliers est une suite logique du fait qu'en défendant ses intérêts vitaux la classe ouvrière s'est avérée plus forte que la police. La concession doit empêcher que cette expérience entre dans la conscience des salariés et se transforme en point de départ des combats nouveaux.

II

Par les élections libres des organismes inférieurs des syndicats, le régime se propose d'éliminer bien des points de friction inutiles qui se produisent dans les ateliers partout là où le responsable syndical provoque la colère des ouvriers en les traitant d'une manière ouvertement hostile et en négligeant arrogamment leurs petits soucis quotidiens. Le régime espère qu'étant donné le dégoût général pour les syndicats étatisés et les refus fréquents d'accepter les fonctions, ainsi que par peur des persécutions et de la terreur policière, le travailleur n'osera pas utiliser les élections libres pour confier à des ouvriers conscients et solidaires les fonctions et qu'il se bornera par conséquent à éliminer ceux d'entre les candidats officiels qu'il déteste le plus.

La tâche des nouveaux organismes consisterait alors à détourner l'attention de la classe laborieuse de ses grands intérêts vitaux — tels la durée et l'intensité du travail, la protection contre les accidents, le niveau de salaire, la question du logement, le standing de vie, la liberté de prendre et de quitter un emploi, la négociation collective des conditions de travail et des salaires, le droit de grève, la liberté d'organisation syndicale et les libertés civiques fondamentales — pour faire passer au premier plan les griefs peu importants, concernant par exemple la qualité des boissons servies à la cantine, l'aménagement des vestiaires, l'éclairage, la ventilation et le nettoyage de l'atelier, les installations hygiéniques, etc.; c'est que l'on pourrait donner dans une grande mesure une suite favorable à ces petits griefs sans pour autant porter atteinte à la tendance générale du régime à renforcer systématiquement l'exploitation de la main-d'œuvre: l'ouvrier obtiendrait les miettes pour mieux se faire prendre les miches entières.

Il ne paraît cependant pas que les gros bonnets de Prague soient très sûrs d'obtenir les résultats escomptés de cette façon. La presse communiste et syndicale officielle, si zélée normalement en vue d'exploiter pour la propagande la moindre concession accordée aux travailleurs par le gouvernement, fait preuve tout d'un coup d'une discréption étonnante quand il s'agit d'un événement aussi important qu'est l'autorisation des élections libres aux fonctions de responsables de secteurs et aux conseils d'ateliers. Tout se passe comme si les pontifes du régime craignaient que cette concession ne retienne trop l'attention des travailleurs, que ceux-ci ne se mettent à examiner la façon la plus efficace de l'exploiter et qu'ils n'aboutissent à quelques conclusions dangereuses.

Ces appréhensions sont parfaitement justifiées. Si l'on examine à fond toutes les expériences faites jusqu'ici, il se trouve qu'au cas où les ouvriers se décideront à élire leurs véritables hommes de confiance, et notamment au cas où ils s'y décideront partout, le danger n'est pas trop grand de voir ces responsables en proie à la

persécution policière. Ce danger existe, bien entendu. Mais même pour la police de M. Kopriva ce serait une lourde besogne que de vouloir procéder à une arrestation en masse des responsables nouvellement élus; ceux-ci en effet se chiffrent par quelques centaines de mille. Arrêter une telle multitude plus ou moins simultanément, c'est là une tâche pratiquement irréalisable en dépit de tout le perfectionnement que la police subit du point de vue de la technique et de l'organisation dans un Etat totalitaire. Il suffit de rappeler que la plus grande campagne d'arrestations en masse, opérée jusqu'ici en Tchécoslovaquie, à savoir la soi-disant action contre les ennemis de classe de l'automne 1949, n'a frappé que quelques dizaines de milliers d'hommes. C'est là incontestablement un chiffre fort impressionnant. Mais toute arrestation en masse des responsables de secteurs et des conseils d'ateliers devrait frapper des centaines de milliers de personnes. Encore, il ressort des documents authentiques, dont nous disposons, que la vague d'arrestations de l'automne 1949 a dû être préparée du point de vue de l'organisation pendant neuf mois entiers. Et cette comparaison fait abstraction de cette différence essentielle que les victimes des arrestations de l'automne 1949 se recrutaient pour la plupart parmi les couches moyennes qui, par leur position sociale même, sont très mal disposées à répondre à la terreur sommaire par une résistance collective; or, dans toute action contre les responsables syndicaux, la police serait bien obligée de mesurer ses forces avec la classe ouvrière. Et puis, si le régime a pris la décision de faire aux ouvriers une concession d'une telle importance et d'une portée telle que les élections libres des deux catégories de responsables, c'est qu'il s'efforce de les apaiser, même si le prix en devait être très élevé; c'est donc qu'il a peur. Comment pourrait-il alors avoir tout d'un coup le courage de les provoquer par l'arrestation des hommes auxquels ils ont nettement manifesté leur confiance? Compte tenu des expériences, on peut donc affirmer sans trop hésiter que les forces de la police ne semblent pas suffisantes pour entreprendre une arrestation en masse des militants, pourvu que des militants authentiques soient élus dans la majorité des cas.

III

Du reste, tous les risques que peut comporter le choix des hommes de confiance authentiques sont compensés par des possibilités énormes qui s'ouvrent de cette façon devant la classe ouvrière pour l'avenir.

Si au moins les deux degrés inférieurs de l'organisation syndicale cessaient de fonctionner en tant qu'organismes des syndicats étatisés et se mettaient au travail en tant qu'organismes de la classe ouvrière, si au lieu de détruire et de négliger les droits des ouvriers ils se mettaient à les défendre, les conseils d'usines, tout en étant élus

cette fois-ci encore de la manière ancienne, non démocratique, échapperaient tôt ou tard, eux aussi, au contrôle de la direction des syndicats étatisés. Aujourd'hui déjà, dans toute une série d'usines où la résistance du personnel a dépassé un certain degré, les conseils d'usines n'ont pas su résister à la pression d'en bas et se sont soit carrément rangés du côté du personnel, soit préoccupés d'éviter soigneusement toute mesure qui risque de les entraîner dans un conflit avec celui-ci. Combien plus grande serait cette pression d'en bas sur les conseils d'usines et combien moins tenace s'avérerait la résistance de ceux-ci contre cette pression, si elle trouvait son expression organisée et ses porte-parole dans les responsables de secteurs et les conseils d'ateliers! Mieux encore, partout où les salariés profiteront du vote secret pour élire aux deux fonctions leurs véritables hommes de confiance, la résistance de chaque membre du conseil d'usine contre les revendications présentées par ces derniers sera d'avance sapée du fait qu'il ne se sentira pas élu, mais au fond nommé d'en haut.

Selon les premières nouvelles incomplètes qui nous parviennent sur les élections en cours, il semble que les ouvriers ont effectivement pris conscience de l'importance de cette occasion et qu'ils se sont décidés à remplacer les candidats officiels, les travailleurs de choc, les mouchards et les ambitieux par des syndicalistes authentiques. Dans ce cas, il faut faire remarquer qu'il ne suffit pas de voter pour ceux-ci, car les résultats risquent d'être faussés par les scrutateurs. Si les travailleurs veulent donc imposer leurs hommes de confiance, ils doivent réclamer que le dépouillement du scrutin soit mené à bien sous leur surveillance. Au cas où la classe ouvrière aura réussi de cette façon à introduire aux deux fonctions les syndicalistes choisis par elle, elle ne manquera certainement pas de renforcer l'autorité de ses élus, dans le second stade des élections, par un boycottage systématique des élections non démocratiques aux conseils d'usines.

L'importance des élections actuelles ne se limite cependant pas à ce qu'elles fournissent à la classe salariée une occasion de raffermir sa résistance de tous les jours. La portée de l'événement est en fait considérablement plus grande encore. Si les ouvriers décident d'exploiter à fond le vote secret, une condition essentielle sera créée pour le passage de toute leur résistance à un stade nouveau, plus élevé. Jusqu'ici, l'ouvrier tchécoslovaque en avait été réduit à se faire guider dans son autodéfense contre l'exploitation croissante presque uniquement par ses propres réactions spontanées, tout combat organisé étant pratiquement exclu. Dans ces circonstances, la lutte ne peut dépasser les limites de la résistance passive, donc d'une résistance qui ne se propose au fond de défendre que ce qu'on est en mesure de défendre. Si toutefois la classe ouvrière doit passer tôt ou tard de la résistance passive à une contre-attaque, si

elle doit se mettre à reconquérir graduellement tous les droits qui lui ont été pris, et peut-être plus tard ceux dont elle ne jouissait même pas par le passé, pour finir par mettre les staliniens à la porte et prendre la direction de ses affaires dans ses propres mains, elle doit mener la lutte, dans une certaine mesure au moins, d'une manière organisée. Elle doit par conséquent reconquérir d'abord les instruments de cette lutte que le régime lui a arrachés. Les élections libres des responsables de secteurs et des conseils d'ateliers lui en fournissent la première fois l'occasion.

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

Bibliographie

Tistou, les Mains vides, roman. Par *Pierre Hubac*. Editions du Milieu du Monde, Genève. Prix 6 fr. — Evocation saisissante de la Provence, de sa lumière et de ses parfums, mais aussi de la fatalité qui pèse sur elle, celle des incendies qui ravagent périodiquement pinèdes et maquis. Mais c'est surtout la belle vie romancée d'un homme de la terre que le destin conduit à s'en aller «les mains vides» comme il est venu. Un livre captivant et réconfortant.

La Police moderne au Service du Public. Par le lieutenant-colonel *Henri-G. Mutrux*, commandant de la police municipale de Lausanne. — Ce livre analyse les mœurs criminelles de notre époque et expose le développement extraordinaire de la police qui en découle, son organisation et ses méthodes de combat. On souhaiterait au talentueux auteur lausannois qu'il s'informe un peu plus sérieusement sur la vie des syndicats! En vente au prix de 15 fr. 65 net dans toutes les librairies et aux Editions Radar, Genève, 5, avenue Th.-Flournoy.

Dictionnaire pratique de Correspondances commerciale et privée — Code des Bonnes Relations sociales. Par *Georges Duttweiler*, professeur à l'Ecole supérieure de commerce de Lausanne. Les Editions Radar, Genève. — Cet excellent ouvrage divisé en quatre parties principales contient de nombreux exemples, des commentaires pratiques, des conseils et traite tous les genres de correspondance moderne. S'obtient au prix de 14 fr. dans toutes les librairies et aux Editions Radar, 5, avenue Th.-Flournoy, Genève.